

Texte d'orientation 4 : L'Union et l'Espoir

Notre parti, le Parti socialiste, connaît une situation inédite. La double déroute du printemps 2017 n'a en effet pas d'équivalent dans notre histoire politique. En 2012 nous avions tous les leviers pour transformer la société. Cinq ans plus tard, nous n'en avons pratiquement plus aucun.

Ce vote-sanction ne saurait s'expliquer par la seule «usure du pouvoir». Pour nombre de nos compatriotes de gauche, ce quinquennat a représenté une perte des repères spectaculaire. **Pacte de responsabilité, loi travail, déchéance de nationalité : les Français ne se sont pas reconnus dans ce que nous avons fait, et, finalement, ne nous reconnaissent plus.**

Dans ce paysage politique profondément bouleversé, il serait déraisonnable de penser que nous reviendrons aux responsabilités par un simple effet de balancier. Pour convaincre nos sympathisants, gagner à nouveau le coeur et les esprits du peuple de gauche et reconquérir notre électorat, il nous faut en tout premier lieu créer du sens, donc réinterpréter le monde pour pouvoir le transformer.. Garder le souci du «comment», mais se concentrer, désormais, sur le «pourquoi».

Il nous faut redevenir le parti du mouvement et reprendre l'offensive, pour construire un nouveau rapport de forces sur le terrain social et dans les institutions nationales et locales de la République. Pour cela nous avons besoin d'un Parti socialiste réconcilié avec l'ensemble des acteurs sociaux de terrain, avec les syndicats, les ONG, le monde de la culture. C'est ce Parti socialiste que nous voulons reconstruire.

Nous n'accepterons jamais de laisser le champ libre au Front National dans l'électorat populaire. Notre objectif prioritaire, c'est renouer le corps central de la société (les ouvriers et les employés du public comme du privé) et la jeunesse, l'avenir de notre pays. Cela suppose de ne rien ignorer de ses aspirations et de ses préoccupations quotidiennes.

Etre le parti de tous les jours de la vie. Nous en sommes capables ! Parce que **nous continuons à croire en l'actualité du message socialiste**. Parce que, sur le terrain, des milliers de militants et d'élu-e-s continuent d'agir sans rien renier de nos principes communs. À celles et ceux qui ont eu le courage de rester, nous proposons de relever la tête, de viser l'horizon et de redonner l'espoir.

Réaffirmer la nécessité d'une voie socialiste distincte du social-libéralisme.

A l'heure où les inégalités se creusent à une échelle jamais observée, la social-démocratie se trouve comme paralysée. Alors que sa mission historique était de porter un meilleur compromis entre le capital et le travail au niveau des États-nations, elle semble y avoir renoncé depuis l'avènement de la globalisation. Pire, elle donne le sentiment de s'accommoder, voire d'accompagner un nouvel ordre planétaire inégalitaire, individualiste, marchand.

Ce « modèle » de développement est pourtant condamné. Il détruit les solidarités et les écosystèmes. Il va même jusqu'à corrompre l'intégrité de la personne et de la conscience, sous l'emprise de la marchandisation et du consumérisme. C'est le paradoxe du moment que nous vivons : au moment où la gauche peine, **jamais nous n'avons eu autant besoin d'un socialisme républicain, antilibéral, écologiste.**

Nous récusons le défaitisme culturel qui s'est emparé d'une partie de la gauche européenne et nous réaffirmons notre singularité et notre fierté socialiste ! Oui, nous pensons toujours qu'il existe une réponse socialiste, crédible et distincte de l'illusion sociale-libérale qu'on nous présente comme le progrès et la seule politique possible.

Assumer clairement les conséquences stratégiques qui s'imposent : opposition à la politique d'Emmanuel Macron, unité des forces de transformation de la société.

Le Parti socialiste doit affirmer sans ambiguïté sa place dans le contexte national issu des élections. **Nous sommes un parti d'opposition et pas la force supplétive d'une majorité clairement marquée à droite.** Les six premiers mois du quinquennat (ordonnances Travail, suppression de l'ISF, flat tax sur les revenus financiers, baisse des APL, ponctions sur le logement social, suppression des contrats aidés, contrôle des chômeurs...) ont démontré de manière éclatante qu'on ne peut pas être socialiste « et en même temps » dans la complaisance à l'égard de Macron.

Le cap a été donné, il ne changera pas. Economiquement, idéologiquement, politiquement, Emmanuel Macron est le Président des riches.

Pendant ce temps, la société civile continue d'évoluer. Elle produit de nouvelles revendications et de nouvelles formes de contestation et d'intervention dans le champ politique : la lutte pour les droits des femmes, les nouveaux comportements de consommation, la dénonciation des paradis fiscaux, la solidarité avec les migrants, la mise en accusation des pollueurs, la révolte devant l'avidité sans limites de la finance...

Ces nouvelles aspirations ont d'ailleurs été reconnues et prises en compte par la gauche. À leur échelle, les militants contribuent déjà à la transformation écologique et sociale de la France. Le Parti socialiste devra reconnaître et étendre ces expériences, tout en leur offrant un débouché politique à l'échelle de notre nation et du continent. C'est pourquoi sa ligne stratégique doit être celle d'un **dialogue avec toutes les forces de gauche qui veulent transformer la société en profond.**

Refonder le socialisme du XXIe siècle.

Soyons lucides : il n'y aura ni miracle ni *leader* providentiel. Le renouveau ne pourra venir que de notre détermination et de notre travail. C'est pourquoi nous vous proposons la voie d'un rassemblement le plus large, dépassant nos querelles d'antan, pour construire LE SOCIALISME DES TEMPS NOUVEAUX !

Un socialisme à la hauteur des défis que nous lancent l'explosion des inégalités, les menaces du changement climatique, les perspectives ambiguës de la révolution numérique sur les libertés et sur le travail, la mise en mouvement des femmes et des hommes depuis le Sud ou le Levant pour fuir la guerre, la misère, la faim et la désertification.

Pour y parvenir, nous devons

- d'abord réussir le mariage du socialisme et de l'écologie
- inventer un chemin qui s'écarte résolument du libéralisme, prône la justice sociale, la coopération, l'intérêt général

- œuvrer à une politique européenne alternative
- faire vivre l'universalisme de la République
- reconstruire le Parti Socialiste sur une synthèse nouvelle, à travers une démarche collective, collégiale et partagée.

* * *

I. Vers l'écossocialisme

Les COP se suivent, les engagements se multiplient, pourtant le réchauffement s'accélère. Pourquoi ?

Parce qu'à l'origine de l'exploitation folle de nos ressources naturelles se trouve la même logique d'enrichissement sans limite qui a produit la crise financière. La solution ne pourra venir que de la mise sous contrôle des puissances économiques et financières qui en voulant faire la loi du monde provoquent son chaos. **La solution ne pourra venir que de la transformation de notre société consumériste et productiviste en une société plus sobre et mieux intégrée à son environnement écologique.**

1. Écologie et rapport critique au capitalisme

Ce mode de production nécessitant pour se perpétuer, pour « croître », de dégager toujours plus de profit, il lui faut consommer toujours plus d'énergie afin d'accumuler une montagne toujours plus immense de marchandises – et de déchets.

Nous devons lier le combat social et le combat écologique en devenant pleinement écossocialistes : **sortons le maximum de productions de la sphère du profit, encourageons d'autres modèles de dépenses et de consommation, retrouvons le sens du temps long.**

Nous ne nous conformerons pas à la COP21 en laissant la main invisible du marché autoréguler la production d'hydrocarbures et faire spontanément émerger leur contrepartie en énergies renouvelables. Il est vital pour la collectivité de se réappropriier ces secteurs et de les soumettre à l'intérêt général.

2. Une véritable transition énergétique

Les énergies fossiles sont sources de pollutions et de CO2. Malgré son efficacité, l'énergie nucléaire pose problème par les incertitudes liées à ses rejets dont la durée de vie dépasse celles de toutes les civilisations humaines et à sa sûreté : en quarante ans, trois des principaux parcs nucléaires (USA, Russie, Japon) ont connu un accident majeur, comment croire que la France soit immunisée ?

Soyons en persuadés, la transition énergétique est un processus de longue haleine qui requiert une volonté sans faille, depuis la résistance aux lobbies jusqu'aux changements des comportements individuels. Cette perspective de long terme impose **une tutelle publique sur l'investissement énergétique** afin de remplacer à la fois les hydrocarbures et la fission nucléaire. Le défi est immense mais l'humanité n'a pas d'autre choix que de le relever. En France, cela suppose une dénucléarisation progressive mais déterminée, la création d'une **véritable filière industrielle du démantèlement, un soutien stable aux énergies renouvelables et aux moyens de stockages**, depuis la recherche, le développement jusqu'à l'installation.

Il s'agit enfin d'inventer une société nouvelle, plus sobre et plus durable. Il s'agit bien sûr d'économiser l'énergie (notamment en procédant à la rénovation thermique massive du bâti), mais ces efforts ne sauraient suffire. Il nous faudra repenser la ville, en articulant mieux transports collectifs et mobilités douces, réapprendre à produire localement pour limiter le besoin de transport - pourquoi pas dans ce cadre instaurer une taxe au kilomètre ajouté qui pénalise les déplacements de marchandise, favorise la relocalisation et limite les intermédiaires? - et faire de la recherche de l'efficacité énergétique un principe contraignant toutes les politiques publiques.

3. Engager une nouvelle révolution agricole

Le modèle agricole actuel n'est pas soutenable et il y a urgence à le changer.

Quel est le moteur de la course au gigantisme agricole et à l'utilisation croissante des produits chimiques ? La conquête des parts de marchés à l'export. Nous vivons encore dans l'imaginaire de la création de la PAC et du remembrement, croyant que l'autosuffisance alimentaire n'est possible qu'au prix de l'agriculture chimique intensive. Ce mythe est dépassé. **Les craintes pour les « rendements » ont moins à voir avec l'approvisionnement des Français qu'avec l'inondation des marchés mondiaux** et particulièrement la guerre contre les producteurs américains (du Sud comme du Nord). La productivité n'a jamais été aussi élevée mais la majorité de nos agriculteurs n'a jamais gagné aussi mal sa vie.

Accepter de livrer l'agriculture au libre-échange mondial et au marché, c'est-à-dire aux multinationales et à la grande distribution (peu soucieuse du pouvoir d'achat des agriculteurs et de la santé des consommateurs) est une folie criminelle contre la santé des terres agricoles, de ceux qui les cultivent et de ceux qui en mangent les fruits. **Le productivisme agricole contemporain n'a que faire du bien-être animal, de la santé, de la qualité et de l'intérêt général humain.** Sauf à se rendre complice des pires dérives sanitaires et écologiques, nous ne pouvons plus laisser faire des aberrations comme les « fermes des 1000 vaches ».

Nous prônons au contraire **une agriculture bio, plus extensive, centrée sur la qualité et donc sur des surfaces plus petites.** Autant que possible, notre pays doit diminuer les surfaces, multiplier les exploitations, favoriser l'emploi agricole et donc le retour, dans les territoires ruraux, de la masse critique d'humains nécessaire à leur développement.

Enfin, **nous proposons que l'Europe se saisisse de la question du gaspillage alimentaire** (9 millions de tonnes de nourriture sont jetées et détruites chaque année en France, soit ... 137kg par personne !) et propose une directive pour organiser la répartition des invendus et les obligations de la grande distribution.

II. Pour un développement solidaire

La dynamique capitaliste est structurellement inégalitaire. Depuis les années soixante-dix et la fin la parenthèse des trente glorieuses, elle a repris sa course folle. Les 1% les plus riches captent une part en augmentation de la croissance mondiale (82% en 2017, selon l'ONG Oxfam !). La révolution numérique installe de nouveaux monopoles, les GAFAs, qui esquivent l'impôt sans vergogne, brutalisent la question démocratique : remise en cause de la solidarité, affaiblissement du libre-arbitre, négation de la souveraineté. Nous devons agir face à l'exploitation et la marchandisation des données personnelles sans contrepartie sociale au développement de l'ensemble de la société.

1. Défendre la valeur du travail

Les millions d'ouvriers et d'employés qui se sont progressivement détournés de nous à partir des années 2000 exigent que nous leur donnions une priorité réelle dans nos programmes, pour répondre à des questions trop souvent esquivées ces dernières années, telles que le pouvoir d'achat des salariés ou la présence des services publics sur les territoires.

Les Français attendent de **nouvelles perspectives sur leur pouvoir d'achat, sur la sécurité sociale, la protection de l'emploi et la démocratie dans l'entreprise**. Ils attendent aussi que nous ripostions fermement à la précarisation et l'atomisation sociale dont usent et abusent les entreprises « innovantes » et « disruptives » du monde merveilleux de l'ubérisation.

Aujourd'hui, les socialistes doivent continuer de se mobiliser contre les ordonnances Macron et la loi travail. Mais c'est aussi leur rôle de mener campagne pour **l'augmentation des salaires et du SMIC** (au moment où son mode de calcul est remis en cause), de proposer une « loi islandaise » d'interdiction du moindre écart de salaire entre les hommes et les femmes.

Rééquilibrer le rapport de force entre salariés et employeurs, le partage capital-travail, l'articulation entre la loi et le contrat, tout cela fait partie de nos missions - d'autant plus que l'émiettement du travail et la segmentation des processus de production ont considérablement affaibli le salariat et que le pouvoir actuel mène une offensive historique contre les droits collectifs.

Proposons que la **loi confère aux travailleurs des plateformes le statut salarié** (ce qui est en voie d'être reconnu au Royaume-Uni et aux Etats-Unis) à partir d'un certain niveau de chiffre d'affaires ou sur la base de tout autre critère de subordination économique.

Il faudra **rétablir la hiérarchie des normes et le principe de faveur**, mais aussi (à nouveau) prendre en compte la pénibilité au travail, soigner les maladies liées à l'épuisement professionnel, interdire les « licenciements boursiers » (ayant uniquement pour but d'augmenter le cours de l'action). Pour limiter une concurrence délétère entre salariés européens, livrée au nom de la « liberté de prestation de services », il convient aussi de faire du travail détaché une exception en le limitant à des missions de moins de 4 jours.

Enfin, nous défendons l'idée que les **représentants des salariés siègent dans les conseils d'administration** et que, plus largement, le pouvoir salarié puisse aller jusqu'à l'autogestion. Il s'agit de favoriser les coopératives de salariés et de rendre possible la reprise par ses salariés de tout établissement économiquement viable lorsqu'il est menacé de fermeture.

2. Un Etat fort au service des citoyens

L'Etat doit être le vecteur de l'écosocialisme. Il doit piloter la conversion écologique et sociale de l'économie par la politique industrielle, y compris en utilisant la nationalisation (pour sauvegarder et moderniser des secteurs stratégiques nécessaires à la transition) et les leviers réglementaire, budgétaire et fiscal.

De nombreuses propositions peuvent être explorées à cet effet : redonner la possibilité aux régions qui le souhaitent de mettre en place une écotaxe sur les poids lourds sur le réseau routier non-concédé ; **moduler la TVA en fonction du préjudice écologique** lié à la production et à la consommation des biens et services concernés...

Mais il n'y aura **pas d'égalité sociale – et encore moins d'égalité entre les territoires – sans une relance des services publics**. Nous avons laissé transformer La Poste, la SNCF, EDF, GDF, France Telecom, en entreprises sinon complètement privées, du moins complètement livrées à la concurrence. Faut-il répéter que c'est là un pur non-sens ? Les services publics doivent fournir des services de qualité accessibles partout et à tous, ce que ne permet pas le marché. Ils nécessitent des investissements à 30 voire 50 ans. Comment pourraient-ils fonctionner correctement dans un cadre concurrentiel dont le long terme se mesure en mois ?

Par ailleurs, on ne peut pas fournir un service public de qualité avec toujours moins de fonctionnaires, à la paie bloquée et sans cesse vilipendés. **Il faut retrouver le respect de la fonction publique, dont les agents se dévouent au service de l'Etat et de l'intérêt général.**

Nous demandons **l'interdiction du pantouflage** (quand on a été honoré par la haute carrière administrative et qu'on veut aller faire de l'argent pour le CAC40, on démissionne !) et nous militons pour une **revalorisation du traitement des fonctionnaires**, qui aura un double effet sur leur motivation et sur l'activité économique.

Parmi ces services, la santé en général et les hôpitaux publics en particulier ont trop souffert d'une gestion strictement comptable. **L'hôpital public est au cœur de notre système de santé**. Ses missions doivent être recentrées sur la qualité du soin, l'attention aux patients, ce qui passe évidemment par des moyens supplémentaires pour les personnels hospitaliers (des aides - soignantes aux chefs de services).

L'absence de praticien conventionné en secteur 1 dans certaines villes, voire de tout praticien dans de nombreuses zones rurales ou périphériques grève l'accès aux soins de nos concitoyens, en particulier les plus modestes et les plus isolés. Nous proposons d'installer de façon systématique **dans chaque désert médical, une oasis médicale**, c'est-à-dire une Maison de Santé équipée pour la télémédecine, en réseau avec les hôpitaux publics. Nous proposons de créer une mutuelle publique offrant à tous les citoyens des contrats standards simples et lisibles, selon plusieurs niveaux de garanties au choix.

III. Comprendre le monde tel qu'il est pour le transformer

La réalité dément tous les jours la « mondialisation heureuse » promise par les libéraux : accroissement massif des inégalités, fragilisation des droits sociaux, crises démocratiques et bulles spéculatives qui déstabilisent les économies.

1. Démondialiser les mouvements de capitaux

La mondialisation est d'abord financière : pour 1 dollar de marchandises réelles, on en échange 100 en capitaux (transactions monétaires, obligataires, actions et produits dérivés).

L'interconnexion des marchés financiers est pourtant le plus sûr moyen d'accélérer les crises et de mettre en danger les Etats et les sociétés. En 20 ans, elles se sont multipliées : crise des pays asiatiques, crise de la bulle internet, crise des subprimes, crise de l'euro. Toutes ont été causées par les mouvements erratiques de capitaux à l'échelle planétaire.

Il avait semblé que la crise de 2008 avait provoqué une réelle prise de conscience, à gauche et même à droite, sur la nécessité impérieuse de mettre de l'ordre dans cette anarchie boursière

mondiale. François Hollande lui-même s'était emparé du sujet lors de la campagne de 2012, en proclamant que son « ennemi c'est la finance ».

Mais les promesses n'ont hélas pas été tenues. La grande loi qui devait séparer les activités spéculatives de marché et les activités de financement de l'économie réelle n'a finalement accouché que de mesurettes concernant à peine 1% des opérations de grandes banques comme BNP ou Société Générale. Il faut vraiment assumer une démondialisation financière, afin de limiter le risque de crise systémique et la polarisation des richesses.

2. Retrouver la raison sur le commerce mondial

L'aspect le plus visible de la mondialisation est bien sûr l'explosion du commerce mondial qui prend appui sur la libéralisation des mouvements de capitaux et l'inclusion de géants comme la Chine à l'OMC. Les chiffres donnent le vertige, tant en montant d'exportations qu'en délocalisations et destructions d'emplois industriels – sans compter l'aggravation de la pollution et des rejets de CO2...

Il faudra bien que la politique commerciale érige en priorités la protection de l'environnement et des droits humains. Le commerce est devenu totalement asymétrique, entre des pays développés importateurs à haut niveau de protection sociale ; et des pays émergents jouant systématiquement sur le dumping (social, monétaire, environnemental) pour conquérir des parts de marché.

Au lieu de laisser faire les délocalisations, privilégions les échanges au sein de blocs économiques cohérents et mettons en place un système de préférence communautaire.

3. Mondialisation des migrations

Ces bouleversements du capitalisme mondial ont fini par rejaillir sur le sort des populations des régions du Sud comme l'Afrique. Ses ressortissants, jetés dans la misère par l'ouverture des frontières commerciales et la course à l'export, ne trouvent pas d'autre solution que tenter leur chance à l'étranger (on remarque que des phénomènes similaires se produisent aussi en Europe, chez les perdants de la crise comme la Grèce ou l'Espagne...).

Le choix d'une **politique de co-développement de l'Afrique et en particulier de la zone subsaharienne** constitue la manière la plus efficace et la plus humaine de tarir les flux migratoires qui déstabilisent aujourd'hui nos deux continents. Mais cela suppose à la fois que les pays occidentaux prennent leur part de l'effort financier en faveur de l'Afrique, mais aussi (et surtout) **que l'Europe révisé les accords de libre-échange totalement inégaux (Partenariat Economique UE/Afrique-Caraïbes-Pacifique)** dont l'impact a été terrible sur les économies locales, tout particulièrement l'agriculture.

Le rôle stabilisateur de la France dans la mondialisation

Enfin, les équilibres stratégiques issus de la Seconde Guerre mondiale sont remis en cause. Face à ces mutations, la France ne doit plus hésiter entre l'indépendance héritée du gaullisme, et l'alignement, sur le « camp occidental ». Ce faisant, la France retrouverait sa voix (et son prestige), pour **dénoncer la guerre odieuse menée par les pétromonarchies au Yemen**, ou l'intervention turque contre les Kurdes qui ont défendu la civilisation face à l'Etat islamique !

Attachée à la paix, au respect du droit, soucieuse de contrecarrer les tentatives d'hégémonie, la France doit conserver ses marges de manœuvre, ce qui suppose une économie plus dynamique, une capacité de défense modernisée, la volonté d'une Europe-puissance (justifiant l'opposition à l'adhésion de tout nouvel État jusqu'à nouvel ordre), **l'attribution de moyens suffisants (ce qui n'est hélas plus le cas) au rayonnement international de la culture et de la langue françaises.**

IV. L'Europe au service des peuples

L'Union européenne devait nous protéger face à la mondialisation. Sa cohésion et son approfondissement tout au long des années 80-90 lui conféraient la légitimité et la force pour garantir et renforcer auprès de ses concitoyens les « *valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité* » inscrites dans sa Charte des droits fondamentaux.

L'histoire récente montre que trop souvent hélas, **l'UE est apparue comme un « accélérateur de mondialisation »** tout en se comportant d'une façon extrêmement discutable au regard de la défense des grands principes (comme en témoigne par exemple le scandaleux accord de blocage des réfugiés syriens passé avec l'autocrate Erdogan).

Si L'Europe continue de s'abandonner au dumping fiscal, au moins-disant social, si elle continue de tourner le dos à ses valeurs, elle s'exposera à la dislocation. **Il faut revenir à l'ambition initiale de l'Europe : celle d'un espace de paix, solidarité, de prospérité et de protection pour tous.**

1. L'Europe politique au service de la souveraineté populaire

Le nouveau compromis que nous appelons de nos vœux doit reposer sur le primat d'un intérêt général européen, à l'intérieur de nos frontières et vis-à-vis du reste du monde.

Retrouvons le bon sens : **en lieu et place de « règles d'or » et de sanctions automatiques, il nous faut retrouver le chemin de la politique, c'est-à-dire du volontarisme.** L'Europe se relancera, resserrera les liens entre Etats-membres et retrouvera l'estime des peuples en se mobilisant sur des projets concrets (infrastructures, technologies, sciences) qui favoriseront l'emploi et l'investissement.

Mais si nous voulons cette Europe politique, alors il faut en assumer les conséquences. Le débat politique doit dégager des majorités et des oppositions sur la base de clivages clairs. A nos yeux, l'habitude prise par les institutions européennes, notamment au Parlement européen, de passer des accords droite-gauche sur tous les sujets au nom de la nécessité de « trouver des compromis », ne favorise au bout du compte que l'abstention, la montée des extrêmes et le nationalisme.

Politiser l'Europe, c'est donc en finir avec l'indifférenciation droite-gauche. Pour cette raison nous nous plaçons aux côtés de très nombreux camarades sociaux-démocrates allemands qui refusent la coalition SPD-CDU actuellement en cours Outre-Rhin. C'est un nouveau rapport de forces qu'il nous faut construire au niveau européen, dans les sociétés civiles, les parlements nationaux et à Strasbourg.

Une première étape serait l'organisation d'une **Conférence européenne de toutes les gauches qui restent attachées à une Europe au service des peuples.** Elle pourrait s'adosser sur des rassemblements régionaux communs à plusieurs pays frontaliers qui enverraient des délégués à cette Conférence continentale. Ce faisant, nous aurons les moyens pratiques de construire le rapport de forces qui imposera la rupture des cogestions PPE/PSE.

La création d'un mouvement citoyen européen est un objectif prioritaire pour reconstruire la gauche et lui donner les moyens de peser. Si nous avons la volonté nous en trouverons le chemin.

2. Une Europe qui protège

Politiser l'Europe, c'est aussi protéger ses intérêts stratégiques et surtout soigner son obsession libre-échangiste (en témoigne la multiplication de projets d'accords bilatéraux de type CETA avec le Mercosur, le Mexique, le Vietnam, l'Australie etc) dont les conséquences risquent d'être dévastatrices pour nos industries et notre agriculture.

Les autres grands ensembles géopolitiques (États-Unis, Chine...) veillent à leurs intérêts économiques, pourquoi l'Europe serait-elle la seule à refuser de le faire ? **Tout nouvel accord commercial devra comprendre des clauses permettant de lutter contre le dumping social et environnemental.**

L'UE doit appliquer une politique anti-*dumping* aussi résolue que les États-Unis et une taxe carbone à ses frontières, sans laquelle sa politique climatique resterait vaine et deviendrait même contre-productive (car se traduisant par des délocalisations synonymes de chômage et de normes environnementales inférieures).

Mieux, l'Union serait inspirée de mettre en place un « **Buy European Act** » réservant une partie des marchés publics aux entreprises européennes. De leur côté, les États doivent recouvrer le droit de prendre des mesures d'urgence, quand des pans de leur économie font face à une menace particulièrement grave. On ne doit pas attendre qu'une filière ait disparu pour agir.

Pour toutes ces raisons, **les socialistes s'opposeront à la ratification du CETA** et demanderont que le peuple soit consulté par referendum sur ce traité inégal qui annonce tous les autres.

3. Sans politique industrielle et fiscale, l'Europe est désarmée

L'évocation d'Airbus ou d'Arianespace suscite l'orgueil des européens. Malheureusement, la coopération industrielle est au point mort en Europe, car les élites ne croient plus au patriotisme industriel et certains États européens s'emploient à devenir des plateformes d'atterrissage des multinationales américaines et chinoises.

Une politique industrielle européenne requiert une augmentation conséquente des budgets consacrés à la recherche et des **dispositifs intelligents pour booster vraiment l'innovation**, via des apports en capital auprès d'entrepreneurs de talent.

On peut tout à fait imaginer des injections de capital public avec une part du créateur. Celui-ci verrait son risque récompensé et la puissance publique resterait propriétaire et toucherait les bénéfices futurs. Mais pour provoquer un effet boule de neige des investissements, la mise de départ de ce fonds européen d'innovation devrait atteindre des dizaines de milliards d'euros.

Enfin, comme on l'a observé à l'occasion des *Panama Papers*, *Luxleaks* et *Paradise Papers*, l'Europe s'est montrée faible face au pouvoir de l'argent. **Certains États-membres, comme les Pays-Bas, le Luxembourg, sont de véritables paradis fiscaux.**

L'UE est encore trop timide pour lutter contre la fraude. La France doit prendre l'initiative, en assumant le risque de la confrontation – et en balayant devant sa porte : il faut bien sûr rétablir

l'ISF et remettre les revenus financiers dans l'assiette de l'impôt sur le revenu, mais nous devons aussi **faire sauter le Verrou de Bercy** (qui confère l'initiative des poursuites fiscales au seul Ministre des Finances)!

Il faut stopper la course à l'impôt-zéro sur les sociétés (car c'est bien de cela qu'il s'agit) et défendre l'idée d'un **impôt minimum sur le chiffre d'affaires pour les multinationales**, qui rempliront ainsi les caisses des États.

Nous devons adopter la même attitude vis-à-vis de nos partenaires étatiques, en conditionnant l'engagement de discussions commerciales à la **transparence fiscale** (qui sait que l'Union européenne est liée par un accord de libre-échange avec le... Panama ?) et en mettant fin au secret des négociations, par la publication en open-data des différentes étapes de la discussion.

V. Notre idéal, la République sociale

Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité. Que valent aujourd'hui les principes fondamentaux de notre République ? Pour nos compatriotes, ils demeurent les piliers de notre organisation sociale, de nos rapports individuels et collectifs. Ils assignent au politique, et notamment à la gauche, de **traduire concrètement la devise républicaine dans la vie de tous les jours**, de la défendre contre les particularismes et les obscurantismes.

Mais la République c'est aussi une conception exigeante de la souveraineté. Or, en Europe et en France, nous assistons à une forme de dépossession de la démocratie par l'alliance fusionnelle d'une partie de la technocratie d'État et des milieux d'affaires, qui culmine aujourd'hui avec l'élection d'Emmanuel Macron. Face à ce que certains décrivent comme une nouvelle ère post-démocratique, les socialistes doivent avoir à cœur de **redonner aux citoyens la maîtrise de leur destinée collective, de rétablir la souveraineté populaire**.

1. La République émancipatrice

L'émancipation par la laïcité

Soumis à l'intense pression de la société de marché et de ses représentations idéologiques, nombreux sont aussi ceux qui se laissent enchaîner par l'individualisme narcissique ou se baignent dans les eaux glacées du calcul égoïste, tandis que les autres se réfugient dans des postures réactionnaires et identitaires empruntées à des histoires fantasmées. Et pris au milieu de ces tirs croisés, la gauche républicaine, les socialistes répliquent qu'il faut « vivre ensemble »...

Les Français veulent-ils que nous nous contentions simplement de garantir une sorte d'ordre public où les individus se mettent en relation pour produire et consommer, ou veulent-ils plus ? Sont-ils prêts à basculer dans la société anglo-saxonne ? Rien ne laisse penser que les Français soient particulièrement attirés par cette perspective.

Au-delà de la liberté de conscience, la laïcité joue précisément ce rôle indispensable à la fraternité entre Français. Pour l'immense majorité de nos concitoyens, quelle que soit leur « origine » ou leur « culture », elle représente au contraire le ferment non pas simplement d'un « vivre ensemble », mais d'un « *vouloir* vivre ensemble » et donc d'un peuple au sens plein et inclusif du terme.

La critique de « l'universalisme abstrait », si elle se fonde sur la constatation de phénomènes incontestables (les discriminations et le racisme), ne porte pas moins en elle les germes d'une

dérive inquiétante. Si nous soutenons évidemment la lutte pour l'émancipation, nous ne saurions approuver toutes les méthodes militantes importées des Etats-Unis, qui assignent les gens à résidence identitaire.

La laïcité promeut l'idée d'un individu autonome, débarrassé de la tutelle de tous les clergés. C'est la raison pour laquelle il faut la chérir et la préserver. **Plus que jamais, en ces temps de résurgence obscurantiste, il nous revient de protéger le droit au blasphème et l'impertinence à l'égard de tous les dogmes.**

L'émancipation par l'éducation

Les Français sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants. En témoignent l'explosion des inscriptions en soutien scolaire, tout comme les tentatives gouvernementales de renforcer l'aide aux devoirs. Pour ne rien arranger, de nombreux parents de la classe moyenne contournent la carte scolaire par peur de voir leur progéniture fréquenter des établissements réputés « difficiles ».

Nous devons aux enfants le plus haut niveau possible d'éducation. Cela suppose de concentrer les moyens sur ceux qui en ont le plus besoin. Ça n'est pas le cas actuellement. L'élitisme républicain des classes prépas et des grandes écoles devient de plus en plus élitiste et de moins en moins républicain. Il faut renverser la table et proportionner les moyens, le nombre d'heures et le nombre de professeurs aux difficultés des élèves. Cela vaut pour tous les échelons, du primaire à l'université. Gérer la pénurie (en organisant la sélection) ne constituera jamais une politique mais un pis-aller - et un manquement grave au principe d'égalité.

Aider les plus défavorisés n'implique pas l'absence de toute contrepartie. La collectivité pourrait passer un contrat, chaque année, avec leur famille. En échange d'une prise en charge complète par l'État (hébergement, apprentissage ultra-renforcé...) et une obligation de résultat, leur jeune « hussard » s'engagerait à consacrer une partie de sa vie au service public, par exemple une période de 10 ans dans les quartiers populaires ou les territoires ruraux.

L'émancipation par le droit

La liberté, les libertés manquent de moyens voire sont carrément bafouées. Le pouvoir a réussi à mettre fin à l'état d'urgence « et en même temps » à le pérenniser! En matière de libertés publiques, c'est un recul sans efficacité pour la sécurité des Français et dans la lutte contre le terrorisme.

Nous devons revenir à une situation normale et – enfin – renforcer les moyens de la Justice ! Les Français sont exaspérés par la longueur des délais de jugement des affaires, la désertification judiciaire, l'insuffisance de l'encadrement. La France consacre 72€ par habitant à la Justice, contre 146 en Allemagne et 155 au Royaume-Uni. On compte 10 magistrats pour 100.000 habitants en France, moitié moins que la moyenne européenne ! C'est indigne de notre démocratie.

Enfin, notre pays, Patrie des Droits de l'Homme, ne peut plus prêter le flanc aux accusations très graves portées sur le traitement des demandeurs d'asile. **Il faut abolir la circulaire Collomb** qui organise le tri dans les centres d'hébergement d'urgence, au mépris du caractère inconditionnel de l'accueil.

2. La République démocratique

Nous n'avons pas renoncé à la République parlementaire !

Le sentiment légitime de ne plus maîtriser notre destin collectif s'est profondément ancré dans la population ; il ne sera réduit qu'à la condition de « refonder une certaine morale » politique, démocratiser nos institutions et rediscuter une bonne partie des traités européens. Ce sont ni plus ni moins des Travaux d'Hercule, car la demande de verticalité, consubstantielle à l'élection présidentielle rend complexe le passage d'une V^{ème} République présidentielle et technocratique à une VI^{ème} parlementaire et démocratique.

Il ne s'agit pas d'abolir l'élection présidentielle, qui aura bel et bien lieu en 2022, mais de la ramener à sa juste portée : celle de l'élection du garant des institutions, chef de la diplomatie et des armées, en construisant, bien en amont de la séquence électorale, un programme commun à l'ensemble de la gauche non libérale et en proposant aux Français d'en faire la base d'une majorité parlementaire aux élections législatives, indépendamment du résultat des élections présidentielles.

Le mode de scrutin a souvent plus d'importance que la Constitution pour définir la nature du régime. L'intégration d'une **véritable part de proportionnelle** ou en l'appliquant aux départements les plus denses est une nécessité.

Renforcer donc le parlement (suppression du 49-3, extension du domaine de la loi), tout en résistant à cette variante de l'antiparlementarisme néolibéral qui voudrait que la réduction des effectifs des députés et des sénateurs rende la démocratie forcément plus efficace. Comme si le problème était le nombre, et pas les pouvoirs réels qu'on donne aux parlementaires pour exercer leur mandat !

Enfin, pour renforcer la démocratie directe et la participation citoyenne, il faut simplifier la procédure de déclenchement des referendums d'initiative populaire.

Sans les territoires, pas de démocratie

Le Président se défie des corps intermédiaires. L'offensive menée contre les collectivités territoriales (suppression de la taxe d'habitation, ultimatum sur les dépenses de fonctionnement, fin des contrats aidés) depuis le début du quinquennat illustre la dérive technocratique d'un pouvoir qui ne croit pas en la décentralisation.

Reconnaissons toutefois que l'expérience de 2012-2017 n'a pas été entièrement couronnée de succès. La Dotation Globale de Fonctionnement a fondu comme neige au soleil (10 milliards sur le quinquennat) et nos camarades en responsabilité dans les collectivités se sont retrouvés à devoir jouer les équilibristes entre les coupes budgétaires, la colère des administrés et la loyauté à l'égard de l'Exécutif. Dans les départements et territoires d'Outre-Mer, nos compatriotes souffrent encore plus violemment du sous-investissement chronique dans les services publics de base.

La question de la libre administration des collectivités locales est pourtant cruciale. En leur sein, les élus socialistes et leurs partenaires expérimentent et innovent. Beaucoup ont choisi les circuits courts face à la grande distribution et à la malbouffe, se battent pour faire reculer la pollution, la précarité ou la désindustrialisation, certains expérimentent le revenu de base ou les territoires « zéro chômeur »...

Il faudra garantir la capacité des collectivités à aménager le territoire et assurer la continuité des services publics. Là aussi, nous devons sereinement réexaminer nos erreurs en la matière tant du point de vue financier qu'administratif.

3. La République en actes

Pour nous socialistes, la République n'est pas un régime politiquement *neutre*. Elle n'est pas un simple cadre garantissant l'équité sur la ligne de départ d'une compétition généralisée entre individus. Pour nous socialistes, la République doit être sociale, elle doit agir pour promouvoir l'égalité réelle entre citoyens et les libertés publiques.

La promesse républicaine n'a de sens que si elle s'accompagne d'une volonté inébranlable de lutter contre les discriminations. Les comportements inacceptables, qu'ils proviennent d'agents publics (contrôles policiers au faciès) ou de personnes privées (propriétaires de logement ou employeurs) doivent être sévèrement réprimés, en renforçant les vérifications et en infligeant des amendes très dissuasives.

Promouvoir l'égalité requiert de permettre à tous l'accès à l'autonomie, et en particulier pour les plus faibles, celle-ci commence par un logement et un revenu décent. Sur le modèle du minimum vieillesse, nous proposons ainsi un minimum jeunesse qui garantisse aux 18-25 ans un complément de revenu pour les travailleurs pauvres, un financement minimal pour les étudiants.

Promouvoir l'égalité réelle, c'est aussi engager tout le Parti dans le combat féministe. L'actualité récente nous en rappelle l'urgence et l'acuité et les socialistes doivent être intransigeants à l'égard de toute forme de harcèlement. **Il faut toujours se battre contre les freins à l'exercice par les femmes de leurs droits individuels et renforcer le « féminisme des droits sociaux »** : venir en aide à celles qui assument la double journée de travail - tout particulièrement en responsabilisant les hommes - et améliorer la place des femmes (en particulier des mères isolées) dans l'emploi. Des services publics doivent permettre de socialiser les soins à la personne et ce domaine doit relever, dans une plus large mesure, d'une responsabilité sociale.

VI. Un parti socialiste exemplaire et offensif

La lucidité impose de le reconnaître : parmi les causes de l'échec du quinquennat, il y a le rapport trop peu critique aux institutions de la Ve République. Dans le même temps, renonçant à son autonomie, le Parti socialiste s'est rendu volontairement inaudible.

L'élection présidentielle de 2017 s'est en partie construite sur le « rejet du système », et notamment du système des partis traditionnels. Pourtant nous croyons à la nécessité de partis politiques fondés sur la délibération collective et le dialogue avec toute la société.

1. Retrouver un rapport sain et décomplexé au pouvoir

Le rôle du Parti socialiste, c'est d'être l'acteur vigilant de la transformation quand nous gouvernons. Dans l'opposition, il engage des mobilisations exemplaires, aux côtés des salarié-e-s et de leurs organisations syndicales, notamment avec ses élus locaux qui s'insurgent contre les mesures du nouveau pouvoir (baisse des dotations, fin des emplois aidés, logement, dénigrement des élus et de leur nombre) et préparent la reconquête. Notre parti refondé doit tirer les leçons de ses échecs pour se reconstruire et proposer.

Le PS et ses groupes parlementaires vivent trop souvent de manière autonome, si ce n'est distante. Les dirigeants de notre parti auront tout à la fois la mission de porter l'orientation du parti et de s'assurer qu'elle se nourrit et irrigue tout à la fois le travail parlementaire tant à l'Assemblée nationale, qu'au Sénat ou au Parlement européen.

2. Refonder notre organisation et la mettre au travail

Nous voulons que les militants soient les acteurs de la reconquête. Pour cela, nous proposons la **tenue trimestrielle de grandes conventions, et le recours au référendum militant** (par exemple sur demande d'un tiers des membres du Conseil national) pour trancher les questions essentielles.

Ensemble, réfléchissons à une nouvelle organisation, qui assure réellement la parité, en instaurant des « co-présidences » à tous les niveaux, et qui valorise toutes les formes d'implication et d'engagement : local, bien sûr, mais aussi thématique, dans un secteur professionnel ou en entreprise.

Aspiré par une professionnalisation de ses cadres, notre parti a tourné le dos au lien nécessaire avec l'action syndicale et associative. Depuis les années 1990, l'adhésion à un syndicat de salariés n'est plus obligatoire pour adhérer au PS : la nécessité de **l'implication syndicale et associative devrait revenir en tête de nos préoccupations.**

Tout en réfléchissant à la manière dont nous travaillons avec le mouvement social au sens traditionnel, nous devons également pouvoir proposer des formes d'engagement différentes en associant des collectifs, des organisations à nos actions et à nos débats.

Ces partenaires, pourraient, sans contraindre leurs membres à une adhésion formelle, contribuer de manière permanente au travers de forums, d'ateliers, d'universités populaires (dans lesquelles le parti prendrait l'initiative avec des organisations politiques, syndicales et associatives d'une formation citoyenne en direction du peuple de gauche et de tous ceux que nous avons vocation à représenter) à nos débats, les enrichir, et nous aider à anticiper les enjeux.

Notre capacité à créer cette dynamique et ce rassemblement sera le meilleur argument pour convaincre parmi eux des dizaines de milliers de citoyen.ne.s à sauter le pas et nourrir le projet socialiste, sa vision du monde et de la société.

C'est pourquoi nous mettrons en chantier l'élaboration **d'un manifeste pour le socialisme des temps nouveaux** dont l'objectif sera de confronter nos fondamentaux aux défis contemporains (numérique, biotechnologies, etc.) qui bouleversent l'humanité.

3. Donner aux militants les outils de la transformation politique

Associer les militants, tous les militants, à cette tâche essentielle suppose quelques décisions fermes et concrètes :

- s'engager dans une **limitation stricte des cumuls des fonctions au sein du parti** ;
- établir une culture de la responsabilité. Les **mandataires, les élus**, à tous les échelons, **rendront compte tous les 6 mois** des projets engagés sous leur responsabilité ;
- Redonner un rôle moteur aux Fédérations en organisant une Conférence des Territoires qui réunira la direction nationale et des représentants de chaque Fédération, sous forme de visioconférences.
- **renforcer notre influence sur les réseaux sociaux** en élaborant une véritable stratégie de communication afin d'investir massivement les plateformes et de disposer d'une plus forte visibilité, en phase avec la société connectée ;
- créer une ou plusieurs **chaînes YouTube**, permettant aux militants, dans des vidéos de 2-3 minutes, d'éclairer l'actualité politique pour les catégories de citoyens visés ;

- créer une plateforme offrant aux militants de participer activement, efficacement à la vie du Parti.

Il est parallèlement indispensable de donner aux militants socialistes les outils intellectuels, critiques, les connaissances, nécessaires à leur intervention dans l'élaboration de l'orientation politique et sur la place publique.

Trop longtemps, le PS s'est borné à donner des capacités gestionnaires à ses élus et des compétences techniques à ses cadres (conduire des campagnes, organiser des réunions...). C'est évidemment utile. Mais c'est insuffisant. La formation idéologique redeviendra une priorité. L'histoire du parti, celle de la gauche, les évolutions de la doctrine et les débats qui l'ont structurée, tout cela est essentiel.

Ce droit à la formation militante doit donc se renforcer et se concrétiser avec plusieurs leviers :

1. le retour de véritables universités militantes de qualité sans craindre de faire intervenir intellectuels, chercheurs, militants associatifs dans nos ateliers ;
2. la mise en place d'un *MOOC socialiste*, c'est-à-dire une plateforme numérique de formation, collaborative (des expériences similaires ont déjà été réalisées par certains de nos camarades) ;
3. un *parcours militant* mis en place par toutes les fédérations ou sections ;
4. une obligation pour les élu-e-s, en contrepartie de leur investiture, d'assurer des sessions de formation sur leurs domaines de compétence.

4. Une assemblée des gauches décentralisée

Nous proposons d'**organiser, dans tous les territoires, des assemblées des gauches indépendantes du parti socialiste** et qui auront pour vocation de regrouper des individus, des groupes issues de toutes les sensibilités de la gauche : milieu associatif, ONG, partis, syndicats, intellectuels ou citoyens sans affiliation. Ce seront des lieux d'échanges, de confrontation, d'enrichissement mutuel et de construction, à partir de valeurs communes, creusets de futurs rassemblements.

* * *

En 1974, un jeune premier libéral parvenait à l'Élysée en prétendant incarner le changement, mais en poursuivant une politique plus favorable aux rentiers qu'au monde du travail. La gauche rassemblée le battit dès la fin de son premier mandat.

En 1993, le Parti socialiste perdait les trois quarts de ses députés. Par les commentateurs, il était condamné à des décennies d'opposition, voire à une disparition prochaine. Quatre ans plus tard, il dirigeait à nouveau la politique de la Nation, mettant en oeuvre la réduction du temps de travail et en place la CMU.

À chaque fois, les conditions du succès furent les mêmes : l'union et l'espoir.

Certes, comme l'expérience militante nous l'a appris, l'union est un combat. Certes, l'espoir ne se décrète pas : il renaît lorsque nous dégageons l'horizon des Français et des Européens, lorsque nous refusons les fatalités qui aliènent, et lorsque nous proposons des mesures qui permettent à chacun d'entrevoir qu'une autre vie, au quotidien, est possible. L'espoir naît du droit aux bonheurs. Ce congrès ne saurait être l'aboutissement de la refondation du PS, mais le début d'un processus exigeant.

Oui, un nouvel avenir est possible pour le Parti Socialiste et pour la Gauche !